

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-bases-pour-une-politique-economique-alternative>

# Les bases pour une politique économique alternative

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : dimanche 12 août 2012

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Les gouvernements dits « *progressistes* » conservent des liens étroits avec le capital financier international et continuent d'appliquer des politiques néolibérales. Les états qu'ils essaient de diriger sont en grande partie déterminés et dirigés par les desideratas du marché mondial de marchandises et de capitaux. Ils exportent, par exemple, surtout du pétrole, du bois, des minerais, du soja et des céréales, à des prix fixés à l'extérieur et à travers de grands oligopoles multinationaux, mélangés, dans le meilleur des cas, avec quelques entreprises paraétatiques mixtes, comme *Petrobras* ou *YPF*, puisque la Vénézuélienne *PDVSA* ou la mexicaine *Pemex* sont des exceptions, et pas du tout la règle.

De plus, dans tous les états dépendants qui mènent des tentatives néo-développementistes, qu'ils soient ou non gouvernés par des « gouvernements progressistes », la terre passe de plus en plus dans des mains étrangères et la méga-industrie minière prédatrice détruit des régions entières et le mode de vie de leurs habitants, provoquant d'importants conflits sociaux. De cette façon, et en pleine crise capitaliste mondiale qui augmente encore plus les tensions économiques, la dépendance s'approfondit encore plus et l'avenir continue d'être hypothéqué et à la merci du capital financier international.

Évidemment, les gouvernements ne peuvent pas changer par un coup de baguette magique le caractère de l'État ni les structures économiques. Les changements sont le résultat d'un long processus de transformations sociales poussées par la mobilisation populaire et qu'ils, en partie, canalisent et orientent. Par conséquent, une période de transition est inévitable, marquée par des réformes importantes, lesquelles, cependant, n'affectent pas si ce n'est en partie la continuité des traces, des déformations et des misères imposées par l'entrelacement des structures oligarchiques du pouvoir et des nouvelles servitudes installées et enracinées par le capital financier international.

La garantie de ce que ce processus de transition, inévitablement zigzaguant, avance et ne stagne pas, donne l'impulsion des mouvements sociaux qui aide à modifier l'appareil étatique en changeant les rapports de forces sociaux et, surtout réside dans l'indépendance de ceux-ci face à toutes les forces capitalistes, y compris l'État lui-même. Le gouvernement qui essaie de subordonner les mouvements sociaux et de leur prendre leur indépendance, transforme leurs directions en partie de l'appareil étatique et affaiblit ainsi sa propre base dans la lutte pour enterrer le passé et pour acquérir une plus grande indépendance en face du capital financier international et ses agents.

Mais le fait qu'il est impossible d'en finir d'un seul coup avec la dépendance du marché mondial et du capital financier ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autres remèdes que d'exporter davantage de *matières premières*, comme le soja, faire appel à la méga-industrie minière destructrice, consacrer des terres aptes aux biens alimentaires à la culture de biocarburants pour l'industrie automobile polluante. On peut adopter en revanche des mesures et des lois de réforme qui réduisent, en même temps, la dépendance de la poignée de grandes entreprises qui contrôlent l'économie et qui créent les conditions pour une restructuration de l'environnement et du territoire selon les besoins nationaux (préservation de l'environnement, la création de travail qualifié, remise en ordre du territoire et de l'utilisation des ressources qui sont aujourd'hui esclaves du profit patronal et du marché mondial).

Par exemple, au lieu de piétiner les droits indigènes, les autonomies et la Constitution en imposant la construction du deuxième tronçon de la route du TIPNIS dans son tracé actuel, le gouvernement bolivien aurait pu ouvrir ce chemin par une autre région parce que, bien que la construction eût été plus longue, chère et difficile, il aurait préservé en revanche sa crédibilité devant une partie importante des majorités populaires, il aurait démontré comment rompre avec les décisions autoritaires et le neodéveloppementisme, il aurait évité de diviser le mouvement paysan et de promouvoir la prédominance de l'intérêt personnel sur la construction collective du nouvel État. La route ainsi construite aurait rempli son rôle dans la circulation des marchandises et dans l'ouverture de la Bolivie au commerce (capitaliste) vers les deux océans mais aurait renforcé un élément potentiellement anticapitaliste : la solidarité des divers secteurs populaires boliviens, de l'autonomie, la construction de pleins pouvoirs démocratiques locaux.

L'expropriation du secteur financier est aussi une mesure bourgeoise, comme l'est aussi une réforme agraire profonde qui au Brésil donne de la terre à des millions de paysans. Également bourgeois, est, le monopole étatique du commerce extérieur, pour utiliser pour le développement national une partie des gains du même et pour casser le pouvoir des rares oligopoles qui contrôlent les exportations, ou le contrôle de changes (pour éviter l'exportation de capitaux). Est aussi bourgeoise une loi de protection de l'eau et des biens communs, ainsi qu'une loi de promotion de l'agriculture familiale, qui en asseyant les travailleurs sur la terre, réduirait les migrations, et grâce à la rotation de cultures et leur différenciation et un usage rationnel de l'eau, protégerait l'environnement, en plus de baisser le prix de l'approvisionnement alimentaire national. Toutes ces mesures, si elles disposent d'une mobilisation populaire, réduisent le pouvoir des classes dominantes et changent le rapport de forces dans le pays. Toutes ces mesures augmenteraient, en même temps, la production et la productivité, ainsi que l'apprentissage populaire d'une planification locale des ressources et des besoins pour agrandir les espaces conquis. Une loi de contrôle ouvrier sur la comptabilité patronale permettrait de réduire également les suspensions et les licenciements et de rationaliser la production industrielle, en donnant les bases pour une restructuration depuis le bas de l'appareil productif.

La transition ne peut pas rester dans des mains de quelques illuminés. Ou ses bénéficiaires l'imposent ou elle ne sera pas possible.

[La Jornada](#). Mexique, le 12 août 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 12 août 2012.

### [\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).